



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALEDistr.  
GENERALEA/33/219  
19 septembre 1978  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Trente-troisième session  
Point 12 de l'ordre du jour provisoire\*

## RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Dispositions à prendre au niveau régional pour assurer la promotion  
et la protection des droits de l'hommeRapport du Secrétaire général

1. A sa trente-deuxième session, l'Assemblée générale a adopté le 16 décembre 1977 la résolution 32/127, dans laquelle elle a prié le Secrétaire général, dans le cadre du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, de donner la priorité à l'organisation de cycles d'études dans les régions où il n'existe pas de commission régionale des droits de l'homme, en vue d'examiner la question de savoir s'il serait utile et souhaitable de créer des commissions régionales pour la promotion et la protection des droits de l'homme; en outre, elle a prié le Secrétaire général de présenter un rapport intérimaire sur l'application de la présente résolution à l'Assemblée générale, lors de sa trente-troisième session, pour plus ample examen.
2. Le présent rapport intérimaire a été établi en application de cette résolution.
3. Dans son rapport sur le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme (E/CN.4/1280 et Corr.1) dont la Commission des droits de l'homme a été saisie à sa trente-quatrième session, tenue du 6 février au 10 mars 1978, le Secrétaire général a fait part à la Commission des difficultés financières que soulevait l'exécution de ce programme, notamment la tenue de cycles d'études sur les dispositions à prendre, au niveau régional, pour assurer la promotion et la protection des droits de l'homme, comme prévu dans la résolution 32/127 de l'Assemblée générale, du fait de la réduction considérable des crédits alloués au programme pour l'exercice biennal 1978-1979. En raison du montant très limité des fonds disponibles, le Secrétaire général avait beaucoup de mal à poursuivre le programme de services consultatifs tel qu'il était prévu dans la résolution 17 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, aux termes de laquelle il était prié d'organiser deux séminaires et un cours de formation et de fournir

\*A/33/150.

un certain nombre de bourses d'études dans le cadre de son programme annuel de services consultatifs. La Commission a en outre été informée qu'aux prix actuels, il faudrait, pour donner suite à sa demande, disposer des montants suivants :

Dollars E.-U. par an

20 bourses	70 000
2 séminaires	260 000
1 stage de formation	90 000
	<hr/> 420 000

Or, pour l'exercice biennal 1978-1979, le programme ne dispose que de 200 000 dollars, soit 100 000 dollars par an. Dans ces conditions, il est évidemment impossible d'exécuter le programme de services consultatifs conformément aux résolutions 17 (XIII) de la Commission des droits de l'homme et 32/127 de l'Assemblée générale mentionnées plus haut. Il convient en outre de noter que le coût estimatif des séminaires et du stage de formation indiqués plus haut a été établi en partant du principe que, conformément à la pratique établie, les participants hostes seraient disposés à prendre à leur charge les dépenses locales relatives à l'organisation des séminaires et du stage de formation. Autrement dit, un tel état de choses gouvernement ne serait disposé à accueillir soit un séminaire soit un stage de formation, la totalité des charges financières devrait être assumée par l'Organisation des Nations Unies et le coût estimatif total de ces services serait en conséquence beaucoup plus élevé que celui indiqué plus haut.

b. A sa trente-quatrième session, après avoir examiné la question du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, la Commission des droits de l'homme a adopté la résolution 11 (XXIV) dans laquelle elle s'est attachée vivement préoccupée de constater que, faute de fonds, le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme avait été considérablement réduit ces dernières années et a recommandé au Conseil économique et social l'adoption d'un projet de résolution sur cette question.

5. A sa première session ordinaire de 1978, le Conseil économique et social, après avoir examiné le rapport de la Commission des droits de l'homme sur sa trente-quatrième session 1/, a adopté la résolution 1978/14, du 5 mai 1978, reconnaissant ainsi comme la recommandation de la Commission des droits de l'homme au sujet du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme. Les termes de cette résolution, le Conseil a demandé que, dans le budget-programme pour 1980-1981 et dans les budgets-programmes ultérieurs, des dispositions soient prises pour réinstaurer le programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme au titre du budget du programme de l'Organisation des Nations Unies

relatif aux droits de l'homme. Le Conseil a demandé à nouveau au Secrétaire général d'organiser au moins deux séminaires et un cours de formation par an et, aussi, d'octroyer, chaque année, au moins 25 bourses, en accordant une attention particulière aux besoins des pays en développement. Il a également autorisé le Secrétaire général à ajouter aux séminaires, bourses et cours de formation pouvant être financés au titre du programme de services consultatifs par le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies d'autres séminaires, bourses et cours de formation qui seraient financés par les gouvernements disposés à le faire.

6. Le Secrétaire général poursuit ses efforts en vue de favoriser et d'encourager des échanges de vues sur l'utilité et l'opportunité d'établir des structures régionales pour la protection et la promotion des droits de l'homme. Toutefois, étant donné les difficultés financières soulevées par l'exécution du programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, dont il a été question plus haut, le Secrétaire général estime devoir informer l'Assemblée générale que, si des fonds spéciaux ne sont pas fournis, il sera très difficile de donner suite à la résolution 32/127 de l'Assemblée générale concernant les dispositions à prendre au niveau régional pour assurer la promotion et la protection des droits de l'homme durant l'exercice biennal 1978-1979, et d'exécuter en même temps une part importante des autres tâches assignées au programme.

7. Quant à la possibilité d'organiser les séminaires réclamés après 1979, cela dépendra des crédits qui seront alloués au programme dans les années à venir. Compte tenu de l'importance de la question, le Secrétaire général estime nécessaire que l'Assemblée générale étudie tout particulièrement à la présente session les mesures à prendre pour assurer au programme de services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme un financement adéquat. Il serait sinon très difficile de poursuivre ce programme en maintenant un volume d'activité suffisant et en demeurant fidèle à l'esprit et à la lettre de la résolution 926 (X) de l'Assemblée générale dont il est issu.

---